GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

ABONNEMENT:

Trois Mois, 18 Francs.
Six Mois, 36 Francs.
L'année, 72 Francs.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

BUREAUX:

AUX HARLAY-DU-PALAIS, 2,
au coin du quai de l'Horloge, à Paris.
(Les lettres doivent être affranchies.)

Sommaire.

APPELS COMME D'ABUS.

JUSTICE CIVILE. — *Cour royale de Paris* (1^{re} ch.): Robinet à gaz; brevet d'invention; contrefaçon; saisie; description; référé. — *Cour royale de Paris* (3^e ch.): Location à usage marchand de modes et à un marchand de nouveautés; identité partielle de commerce; dommages-intérêts. — *Tribunal civil de la Seine* (1^{er} ch.): Désaveu de paternité; adultère; séparation de corps.
JUSTICE CRIMINELLE. — *Cour de cassation* (ch. criminelle). **Bulletin:** Tribunal de simple police; ministère public; maire; voirie; démolition. — Voie publique; balayage; arrêté municipal; publication. — Auberge; fermeture; voyageurs. — Voie publique; balayage; procès-verbal; preuve. — Tribunal de simple police; jugement par défaut; opposition. — Chasse; oiseaux; permis de chasse. — Appel correctionnel; jugement du fonds. — Voture assis dans sa charrette; contravention; excuse. — Boulanger; réserve de farines. — *Cour d'assises de l'Hérault*: Tentative d'assassinat; coup de pistolet; faux par supposition de personne.
CHRONIQUE.

APPELS COMME D'ABUS.

Nous avons dit qu'un grave débat s'était engagé hier à la Chambre des pairs à l'occasion des poursuites dirigées contre le mandement de M. le cardinal-archevêque de Lyon. Nous croyons devoir reproduire ici le remarquable discours prononcé par M. le comte Portalis, et dans lequel les véritables principes sont rappelés avec autant de force que de netteté. Les questions qui s'agitent en ce moment ne pouvaient être mieux résolues que par un magistrat digne héritier des grandes traditions de l'homme d'Etat à qui nous devons les règles de notre droit public en matière religieuse. Son discours est un document qui doit rester, car il a la double autorité qui s'attache au talent et à la position du représentant le plus éminent de la magistrature.

M. le comte Portalis s'est exprimé ainsi :
M. le garde des sceaux a rétabli tout à l'heure les faits et les principes. J'aurai peu de chose à dire après lui. N'aimons, je dois faire quelques observations sur celles qui viennent d'être présentées à la Chambre par mon honorable et excellent ami M. le marquis de Barthélemy. La matière est importante; elle touche aux intérêts les plus sérieux de l'Etat, à la paix publique, à la paix des consciences; il importe qu'elle soit traitée dans cette enceinte avec quelque développement, avec la gravité que mérite un tel sujet.

On accuse le gouvernement de transformer des questions théologiques en questions d'Etat, de s'ériger en juge du dogme, de la discipline; de s'immiscer dans des matières purement ecclésiastiques et spirituelles. S'il en était ainsi, je me réunirais à ceux qui adressent des reproches au gouvernement.

Et fait et en droit, ce n'est pas la législation seulement, dans la situation actuelle des choses, c'est la société qui est complètement sécularisée. Il n'y a point de religion de l'Etat. Les pouvoirs publics sont en dehors de l'Eglise; ils sont constitués pour le maintien de l'ordre dans la société politique et civile. La religion, en soi, ne saurait tomber sous le domaine de la loi; mais les choses religieuses ont une trop grande influence sur l'ordre public pour que la législation ne détermine pas les conditions et les règles nécessaires pour concilier l'exercice public d'un culte privé avec la tranquillité publique. C'est sous le point de vue de cette nécessité que je considère la question qui nous occupe. Il s'agit des droits de l'Etat, et non des dogmes de l'Eglise.

Messieurs, on invoque avec raison le grand principe de la liberté religieuse, auquel je suis plus attaché que personne; mais je crains qu'on n'en abuse souvent. La liberté religieuse, la liberté de conscience, c'est la libre respiration de l'âme, c'est la plus précieuse, la plus intime de toutes les libertés; mais, dans l'état social, les libertés n'existent qu'avec leurs limites et à cause de leurs limites. Toute liberté illimitée, c'est l'indépendance; l'indépendance, c'est la souveraineté. La souveraineté n'admet point de partage; personne ne peut être, dans l'Etat, indépendant des lois de l'Etat; autrement, ce serait l'anarchie.

Les corps moraux et politiques, pas plus que les individus, ne peuvent se soustraire à la souveraineté de l'Etat.

Le principe est incontestable, il est la base de la société civile; mais, à côté de ce principe, il y en a un autre, le droit de la légitime défense. Vous ne pouvez refuser aux sociétés politiques le droit qui appartient à tout homme, à tout citoyen. En bien! le droit de se défendre, l'Etat l'exerce et le pratique quand il circonscrit dans les limites indiquées par la nature des choses les établissements qui existent dans son sein.

Ces principes une fois posés, examinons la question soulevée par l'honorable comte Beugnot.

Des lois ont été portées; tant qu'elles existent elles sont obligatoires pour tous les citoyens.

On a dit tout à l'heure, et c'est une doctrine contre laquelle je crois devoir m'élever, qu'on prétend que les lois s'abrogeaient en France par le non-usage ou par la désuétude.

Une telle maxime est évasive de notre droit public; elle était repoussée par le plus grand nombre des publicistes français avant l'établissement du gouvernement constitutionnel; mais, depuis l'établissement du régime sous lequel nous avons le bonheur de vivre, la doctrine que la désuétude abroge la loi est complètement inadmissible; elle serait la destruction du gouvernement lui-même; elle est inconciliable avec le système de nos institutions. Cette question a été résolue en 1830. Une disposition nouvelle a été insérée dans la Charte, ayant pour objet de refuser à la prérogative royale le droit de suspendre l'exécution de la loi ou de dispenser de son application; n'est-ce pas déclarer, en propres termes, qu'aucune loi ne peut être abrogée sans la volonté du législateur, sans le concours des trois branches du pouvoir législatif, que de ne reconnaître à personne le droit d'en empêcher l'exécution, et par conséquent l'application par les Tribunaux?

Il s'agit d'appliquer dans des circonstances graves et lorsqu'il s'agit de l'application de certaines dispositions pénales, pour s'affranchir des peines portées par certaines lois, qu'on pouvait représenter comme des lois de circonstance, avec quelques apparences, contester l'autorité législative, ou soutenir que ces actes, que ces lois étaient abrogées, ou devaient être considérées, parce qu'elles étaient en contradiction avec les principes de droit public proclamés par la Charte.

En bien, sans s'arrêter à ces prétendus vices de forme, à ces défectuosités constitutionnelles, d'ailleurs couvertes par et validés l'extension; malgré l'incohérence des dispositions attaquées avec les principes de la Charte, les Tribunaux ont

décidé que les décrets dont l'autorité était contestée avaient force de loi; qu'ils continuaient d'être en vigueur; qu'ils étaient obligatoires pour les citoyens; et que les peines prononcées par le Code pénal pour leur infraction devaient frapper les contrevenants.

La maxime de notre droit public en cette matière est donc que toute loi existante qui n'a pas été révoquée conserve son autorité et sa force, et que les citoyens lui doivent obéissance et respect.

L'application de cette maxime à la matière spéciale dont il s'agit est encore fort liée par les faits.

La loi qu'on reproche au gouvernement d'avoir exécutée est-elle tombée en désuétude? a-t-elle cessé d'exister? L'existence de cette loi n'a-t-elle pas été, au contraire, constamment reconnue par tous les pouvoirs de l'Etat depuis la promulgation?

C'est ce que j'examinerai en très peu de mots.

Il s'agit de la loi du 18 germinal an X, de la loi relative à l'exécution du Concordat de 1801.

Je ne remonterai pas, comme on le faisait tout à l'heure, aux lois antérieures. Cela me serait bien facile. M. le garde des sceaux a démontré qu'un édit de Louis XIV avait prescrit dans les séminaires du royaume l'enseignement des quatre articles du clergé de 1682. Je pourrais rappeler que l'édit de Louis XIV n'est pas un acte isolé, que Louis XV écrivait au pape Clément XIII que les maximes qui résultaient d'une doctrine tenue et enseignée de tout temps par les évêques et les écoles de son royaume réunissaient le double caractère de lois civiles et religieuses de son Etat; qu'un arrêt du conseil du 27 avril 1766 prescrivait de nouveau l'exécution de l'édit de 1682.

Je dirai que Louis XVI, de religieuse et douloureuse mémoire, par une déclaration du 7 juin 1777, avait ordonné que les ecclésiastiques qui y étaient mentionnés ne pourraient exercer de fonctions dans les paroisses de campagne sans avoir fait leur soumission aux quatre articles de la déclaration du clergé de France de 1682. On retrouve la même condition dans l'enregistrement des lettres patentes de 1784, relatives au statut des pères de la doctrine chrétienne.

Tel fut l'état de la législation sur cette matière jusqu'en 1789.

Depuis, vous savez ce qui arriva, et dans quelle situation se trouvaient les choses religieuses en 1801, lorsque les articles organiques du Concordat furent promulgués.

On attaque violemment ces articles organiques. On pourrait se souvenir, cependant, ceux qui ont une mémoire fidèle peuvent se souvenir, que c'est à l'ombre, que c'est à l'aide de ces articles organiques que le Concordat a pu être exécuté; que, sans les dispositions relatives à ces articles organiques, l'Eglise de France n'aurait pas pu se reconstituer.

Beaucoup de membres de cette chambre ont été témoins du rétablissement du culte public parmi nous, témoins de ces grandes circonstances, témoins irrécusables; ils peuvent attester comme moi-même que, sans ces articles organiques, l'œuvre du premier consul était impossible.

Personne n'est moins disposé que moi à contester l'existence perpétuelle de l'Eglise, de cette société des fidèles destinée à traverser tous les siècles. Mais il s'agit ici d'une église établie, de l'établissement en France d'une partie de cette église. Or, l'établissement de l'Eglise en France avait besoin, pour pouvoir être fondé, des articles organiques du Concordat. Avant 1801, il y avait sans doute des prêtres épars dans le royaume, il y avait des oratoires privés, mais point de temples, point de culte public, point d'enseignement régulier; des missionnaires, si l'on veut, mais point de pasteurs, point d'organisation religieuse. J'adjure tous ceux qui, comme moi, ont été les témoins de ce qui s'est passé à cette époque, de déclarer s'ils ne portent pas sur ce point un jugement conforme au mien.

On se prévaut des réclamations qui s'élevèrent à l'époque de leur promulgation contre les articles organiques, de la protestation dont ils sont l'objet. Il faut s'entendre et s'expliquer sur ce point. Le Concordat et les articles organiques furent présentés en même temps au corps législatif. Ils furent déclarés lois de l'Etat par un seul et même acte. Cette manière de procéder, qui était dictée par une sage politique, fut la première et la principale cause des réclamations de la cour de Rome. Elle ne voulait pas que l'on confondit avec le traité qui avait été conclu avec elle un acte qui lui était totalement étranger.

Elle était dans son droit sur ce point, et ses réclamations étaient d'autant plus fondées, que la loi organique du culte protestant était jointe aux articles organiques du culte catholique. Il était naturel que le pape ne voulût pas laisser croire qu'il avait participé directement à l'établissement d'un autre culte que le culte catholique en France, à son organisation, à sa constitution. Il y avait d'ailleurs dans les articles organiques des dispositions contre lesquelles la cour de Rome pouvait faire des réserves, pouvait protester, comme en France, on proteste, on fait des réserves contre certaines formules de la chancellerie romaine; et, sur ce, je n'ai rien à dire, sinon que, malgré ses protestations si souvent renouvelées, sans qu'elles soient jamais devenues le sujet d'une négociation expresse et précise, la cour de Rome n'a jamais désigné d'une manière catégorique quelles étaient les dispositions des articles organiques qu'elle jugeait contraires aux lois de l'Eglise.

En 1817, lors de la négociation d'un autre Concordat, on n'a pas été plus explicite. Ainsi l'article 1^{er} de ce traité, dont on a donné lecture à la Chambre, déclare que le roi consent à l'abrogation des articles organiques contraires aux lois de l'Eglise, sans que ni le Concordat, ni le pape, ni le roi, ne se soient expliqués sur la désignation des articles.

Aussi, après la conclusion de ce Concordat de 1817, qui n'a pas été publié en France, qui n'a par conséquent aucune autorité dans le royaume, et qui ne peut être cité ici que pour mémoire et comme document historique; eh bien! à cette époque, quand le gouvernement manifesta l'intention de le faire exécuter, il présenta aux Chambres un projet de loi dans lequel il se contentait de dire que ceux des articles organiques qui étaient contraires aux lois de l'Eglise seraient révoqués; mais il ne s'expliqua pas plus que le Concordat, dont le projet de loi empruntait les paroles, sur la nature et la teneur de ces articles.

Il y a plus, ce même projet de loi contenait des dispositions qui confirmaient les prescriptions les plus importantes des articles organiques, et notamment les appels comme d'abus.

Il est vrai qu'il est resté à l'état de projet, et je ne le rappelle que pour renseignements, et sans lui donner plus d'autorité qu'il n'en a; mais cette autorité est conclutive pour démontrer que les articles organiques étaient considérés alors comme loi de l'Etat, puisqu'il fallait une loi pour y déroger, et que cette loi de l'Etat n'était pas inconciliable avec la Charte. Cette loi a continué de subsister, puisque le projet de loi n'a pas été adopté; en cet état, les articles organiques demeurent ce qu'ils étaient avant le projet de loi et le Concordat de 1817.

Et fait, ont-ils cessé d'être exécutés et appliqués depuis? Nullement. En 1825 il est intervenu un arrêt de Cour royale de Paris qui a déclaré qu'ils étaient en pleine vigueur.

Tout est donc resté dans le même état.

Quant aux appels comme d'abus, j'ai fait partie du Conseil d'Etat, et je puis attester qu'il a été soulevé maintes et maintes fois

comme d'abus sous la Restauration.

Ainsi, j'ai été rapporteur, en 1824, d'un appel comme d'abus dirigé contre une lettre pastorale de M. le cardinal-archevêque de Toulouse, dans laquelle étaient contenues des propositions contraires au droit public et aux lois du royaume, aux prérogatives et à l'indépendance de la couronne. La déclaration d'abus a été prononcée, et aucune réclamation ne s'est officiellement produite.

Un appel comme d'abus avait été introduit, en 1821, contre un acte de M. l'évêque de Poitiers, qui avait reçu et mis à exécution dans son diocèse un bref du pape sans qu'il eût été reçu et vérifié en la forme ordinaire.

Par l'ordonnance qui l'accueillit, la loi du 18 germinal an X reçut une double exécution: elle démontra que l'article 1^{er} de cette loi, relatif à la réception et à l'exécution des actes du saint-siège en France, devait être religieusement exécuté; que les évêques qui omettaient de s'y conformer étaient réfractaires; que leurs actes étaient alors abusifs, et qu'il appartenait au Roi, en son Conseil d'Etat, de réprimer cet abus, en le déclarant.

Il est donc incontestable que jusqu'en 1830, au moins, les articles organiques n'ont pas cessé d'être considérés comme lois de l'Etat.

Qu'est-il arrivé depuis 1830? Une seule disposition de la Charte, relative aux choses religieuses, a été changée.

La Charte de 1814 déclarait que la religion catholique était la religion de l'Etat; la Charte de 1830 déclare que cette religion est celle de la majorité des Français. Quel peut être l'effet de ce changement? Il remet les choses dans l'état où elles étaient au temps où les articles organiques sont intervenus.

Comment serait-il possible que le rétablissement de la disposition sous l'empire de laquelle les articles organiques étaient intervenus pût les avoir infirmés? La chose n'est pas possible. Aussi les articles organiques du Concordat ont-ils continué à recevoir leur exécution après 1830 comme avant. Ils ont été appliqués par le Conseil d'Etat, qui plusieurs fois a statué sur des appels comme d'abus; par les Tribunaux, qui ont été mis en demeure de les appliquer en cette matière, sur la demande même de divers ecclésiastiques et dans leur intérêt.

Il faut remarquer, en effet, Messieurs, que les dispositions des articles organiques relativement à l'appel comme d'abus n'ont pas seulement pour objet le maintien des compétences et des droits de l'Etat; elles sont introductives d'un droit nouveau, elles ont pour objet de protéger les ministres des cultes contre certaines attaques auxquelles leurs fonctions peuvent les exposer, contre certaines jalousies, contre certaines haines qui peuvent être l'effet du zèle et de la fidélité qu'ils apportent dans l'exercice de leurs fonctions, de l'envie et de jaloux qui peuvent exciter dans certaines classes d'hommes. Dans ces divers cas, le législateur, prenant en considération l'état de la société, la disposition des esprits, les tendances du siècle, a voulu que les ministres des cultes ne pussent être traduits directement, pour des actes qui leur seraient imputés dans l'exercice de leurs fonctions, devant les Tribunaux, sous le prétexte qu'ils auraient troublé la paix publique ou porté atteinte à l'honneur des citoyens. Avant que la haute administration du royaume eût examiné et passé les faits, il a ordonné que le Conseil d'Etat interviendrait alors, afin qu'il pût faire le départ de ce qui est délit ou contravention, et de ce qui peut n'être qu'un abus ou excès de zèle, pour concilier, pacifier, apaiser, amortir les mauvaises passions et prévenir des conflits scandaleux.

C'est dans ces circonstances que des ecclésiastiques se sont plusieurs fois pourvus en cassation contre des actes de la juridiction ordinaire, et se sont prévus des articles organiques du Concordat. Ces pourvus ont été accueillis, et la Cour de cassation a reconnu que la loi de 1802 devait continuer à avoir son plein et entier effet, et que la compétence du Conseil d'Etat en matière d'appel comme d'abus était maintenue.

Dans cette situation, sur quoi peut-on se fonder pour contester l'existence de la loi du 18 germinal an X et la légalité des appels comme d'abus? qui peut les contester avec solidité? Personne. Et quand on provoque à la désobéissance à une telle loi, tombe-t-on sous l'application des dispositions de cette loi, en tant qu'elles sont destinées à protéger l'exécution des lois de l'Etat?

Voilà sur cette importante partie de la discussion des éclaircissements qui me paraissent nécessaires, et que, je l'espère, la Chambre ne jugera point indignes d'elle.

Je n'ajouterai qu'un mot sur ce qui a été dit relativement aux articles de 1682. Il n'est pas question d'examiner à cette heure les articles de 1682 sous le rapport théologique. Ce ne serait ni le lieu ni le moment. Louis XIV, par son édit de 1682, le premier consul, par ses articles organiques, n'ont pas prétendu, d'ailleurs, prescrire des articles de loi, statuer sur la croyance. Voici ce qui est arrivé: en 1682, le clergé de France, réuni dans des circonstances qui appelaient l'attention de cet assemblée sur des matières qui intéressaient l'Eglise et l'Etat, dans des circonstances graves sur lesquelles je n'insisterai pas, pour ne pas fatiguer la Chambre par des détails historiques généralement connus, le clergé de France adopta une déclaration de principes sur quatre questions relatives à la séparation du pouvoir temporel et du pouvoir spirituel, à l'autorité de l'Eglise, à celle du saint-siège et du souverain pontife. Ce n'était pas un canon de l'Eglise, puisque l'Assemblée de 1682 n'était pas un concile. C'était la déclaration d'une assemblée d'évêques qui réunissait la doctrine tenue et enseignée de tout temps par les évêques et les écoles du royaume, et qui la réunissait en maximes.

Cette déclaration avait l'autorité que devaient lui donner la science, les mœurs, la dignité de ceux qui l'avaient formulée.

Louis XIV, qui avait à un haut degré l'instinct de tout ce qui était favorable au maintien des droits, de la souveraineté et de l'ordre public, s'empara de cet acte, et il donna ce qui est maxime, si solennellement autorisée, fussent enseignées dans ses Etats. Jusque-là, qui pourrait accuser Louis XIV d'avoir excédé ses pouvoirs et d'avoir empiété sur le spirituel? Il prescrivait l'enseignement de ce qu'avaient défini et approuvé les évêques et les docteurs de son royaume.

Depuis, qu'a fait la loi? Absolument la même chose. Elle a continué à demander qu'une doctrine conforme au droit public du royaume, favorable à l'ordre public, fut enseignée. Ce n'est point un législateur qui a réglé les quatre articles; le législateur s'est borné à en prescrire l'enseignement.

Dira-t-on que les évêques et les docteurs ont changé d'opinion, et que la loi doit changer avec eux? C'est ce qu'il faudra examiner quand on proposera sur cette matière une loi nouvelle. En attendant, nous nous en tenons à l'opinion et à l'autorité de nos ancêtres.

L'opinion que repousse la déclaration de 1682 est bien nouvelle.

Quand le livre qui a été l'occasion du mandement de Mgr le cardinal-archevêque de Lyon a été publié pour la première fois sous la Restauration, personne ne l'a dénoncé.

Si j'ai bonne mémoire, c'était en 1818. Mais alors vivaient encore de doctes et savants prélats galliciens; mais alors cette Chambre s'honorait encore de la présence du vénérable cardinal de la Luzerne, et c'est en 1821 qu'il a publié sa belle et savante défense des quatre articles du clergé de France.

Mais alors le savant et respectable évêque d'Hermonville sou-

tenait avec force au moins une partie de cette célèbre déclaration; en 1826, le premier des quatre articles était proclamé de nouveau par la presque totalité de l'épiscopat français.

Si les choses ont changé depuis, on pourrait remonter facilement à l'influence qui gouverne certains esprits, et s'expliquer la direction qu'ils reçoivent.

Mais ce n'est pas ici le moment d'entrer dans de semblables discussions.

Remarquons seulement que, si l'on admettait les arguments produits contre la déclaration de 1682 et contre les articles organiques, il deviendrait nécessaire d'abandonner l'art. 1^{er} de la déclaration comme les autres. On ne permettrait pas à l'Etat d'exiger que l'on enseigne et dans les séminaires l'indépendance de la souveraineté et du temporel des sociétés politiques.

Je m'arrête ici. Pour le moment, il ne s'agit que du maintien d'une loi existante. Et le doit être obéie et respectée tant qu'elle est loi; c'est parce qu'elle est loi qu'il est nécessaire d'obéir aux lois. Si la loi de 1802 n'est plus en harmonie avec les principes qui gouvernent les hommes, si elle est désavouée par nos croyances, par nos mœurs, si elle est, qu'on propose de la changer, qu'on vienne soutenir cette thèse par des motifs non pas théologiques, puisque la loi est séculière, mais par des motifs de droit public, par des motifs tirés de la nature des choses, le Roi et les Chambres avisent; le pays sera entendu; mais jusque-là, respect à la loi.

Je crois que c'est le sentiment de la Chambre comme le mien.

M. le garde-des-sceaux avait aussi répondu, dans le cours de la même séance, aux attaques dirigées par M. le comte Beugnot et par M. Barthélemy contre les poursuites dont M. l'archevêque de Lyon vient d'être l'objet. M. le garde-des-sceaux a défendu la conduite du gouvernement; mais on a pu trouver qu'il prenait peut-être trop de soin de s'en justifier aux yeux de ceux-là mêmes qui l'ont provoqué; on a pu regretter aussi qu'il n'ait pas eu une seule parole pour signaler l'inconvénience des adhésions qui arrivent tous les jours des divers diocèses de France, et dans lesquelles des prélats ne craignent pas de protester contre ce qu'ils appellent d'odieuses mesures. Il était inutile que le Conseil d'Etat déclarât l'abus contre celui qui, le premier, a porté atteinte à une loi de l'Etat, si cette décision solennelle n'a pour résultat que de propager le scandale et d'aggraver la résistance.

A ce sujet, nous dirons que l'on s'étonne généralement, et avec raison, de n'avoir pas vu encore l'insertion au *Moniteur* de l'ordonnance déclarative d'abus. Nous ne comprenons pas le motif qui arrêterait la publicité de la répression, quand la publicité de l'attaque se continue chaque jour impunément.

JUSTICE CIVILE

COUR ROYALE DE PARIS (1^{re} chambre).

Présidence de M. le premier président Séguier.

Audience du 8 mars.

ROBINET A GAZ. — BREVET D'INVENTION. — CONTREFAÇON. — SAISIE. — DESCRIPTION. — RÉFÉRÉ.

Le président du Tribunal jugeant en référé peut ordonner la simple description des objets incriminés de contrefaçon, sans saisie, lorsqu'il n'y a pas périé pour la disparition des objets. Il peut aussi autoriser la continuation de la fabrication de la part du prétendu contrefacteur; le tout sous réserve de dommages-intérêts.

Les sieurs Parisot, Blanchard et Porret, associés et brevetés pour l'invention d'un robinet destiné à transmettre le gaz des conduites principales chez les abonnés, ont fait saisir, en vertu d'ordonnance de M. le président du Tribunal, dans les ateliers d'un sieur Thiébaud, fondeur, un robinet de l'invention du sieur Pauwels, pour lequel celui-ci avait obtenu aussi un brevet, et qu'il avait fait accorder par M. le préfet de police. L'ordonnance allait jusqu'à permettre la saisie partout où le robinet de M. Pauwels serait établi. Or, deux ceints abonnés et plus, suivant M. Pauwels, étaient alors pourvus de ce robinet; et, comme il soutenait d'ailleurs que son robinet n'avait rien de commun avec celui de MM. Parisot et C^o, il fit assigner ceux-ci en référé; et, le 12 novembre 1844, intervint une ordonnance par laquelle, considérant que le loi autorisait la description de l'objet incriminé avec ou sans saisie; que la saisie ne devait être ordonnée que lorsqu'il y avait périé pour la disparition de ces objets; que la description du robinet Pauwels ayant été faite, il n'y avait plus lieu à la mesure exorbitante de la saisie, M. le président fit mainlevée de toutes les saisies, autorisa M. Pauwels à continuer sa fabrication et l'emploi de son robinet, et prescrivit la levée des scellés apposés sur les robinets, sous réserve de tous droits, moyens et dommages-intérêts.

MM. Parisot et C^o ont interjeté appel.

M^o Blanc, leur avocat, rappelle que l'article 47 de la loi du 5 juillet 1844 donne aux demandeurs en contrefaçon le droit de faire décrire les objets contrefaits avec ou sans saisie; que l'article 49 leur attribue la propriété de ces objets même en cas d'acquiescement; d'où il faisait résulter que la main-levée de la saisie ne pouvait être ordonnée, mais que le magistrat pouvait seulement prescrire un cautionnement, et en élever le chiffre en conséquence, lorsque les plaigés préféraient la saisie à la simple description; que ces plaigés étaient seuls juges de l'opportunité et de l'étendue de la saisie; que la loi ne donnait qu'à eux le choix entre la saisie et la description.

C'est à tort, ajoutait l'avocat, que le juge de référé a considéré la saisie comme inutile, parce qu'il y avait eu constatation. En effet, d'une part, l'esprit et le texte de la loi, d'accord avec les bons sens, disent assez que les demandeurs peuvent seuls juger la question d'opportunité de la saisie; d'autre part, la saisie n'a pas pour objet unique d'empêcher la disparition des objets contrefaits, mais surtout d'empêcher leur modification, et il est prouvé par l'expérience que la description est un moyen insuffisant de constater la ressemblance légale. Il n'est pas tolérable que l'on ait autorisé et permis au sieur Pauwels de continuer sa fabrication.

Malgré ces raisons, la Cour, sur la plaidoirie de M^o Pouget, pour M. Pauwels, adopta les motifs des premiers juges, a confirmé son ordonnance.

COUR D'ASSISES DE L'HERAULT (Montpellier).

(Correspondance particulière de la Gazette des Tribunaux.)

Présidence de M. Reynaud, conseiller.

Audience du 2 mars.

TENTATIVE D'ASSASSINAT. — COUP DE PISTOLET. — FAUX PAR SUPPOSITION DE PERSONNE.

Le 17 décembre dernier, à quatre heures du matin, les habitants du village de Caux, arrondissement de Béziers, furent réveillés par les cris : Au secours ! au secours !

Une instruction judiciaire a lieu, et révèle, sinon des excès antérieurs de la part de Salasc sur sa femme, du moins une profonde méintelligence entre les époux et des querelles incessantes depuis leur mariage, qui ne remonte qu'à quelques années.

Tels sont les faits à raison desquels la femme Anne Turc, épouse Salasc, comparait aujourd'hui devant la Cour d'assises, sous l'accusation de tentative d'assassinat et de faux par supposition de personne.

Ajoutons que la blessure du mari avait occasionné une assez longue maladie, mais qu'il en est aujourd'hui parfaitement guéri.

L'accusée est âgée de trente ans environ. Sa physionomie n'offre rien de remarquable; elle tient constamment sa tête baissée, et sa figure couverte par son mouchoir.

Interrogée par M. le président, elle renouvelle ses aveux au sujet des faits qui lui sont imputés; mais elle attribue les motifs de sa conduite aux mauvais traitements auxquels elle était depuis longtemps en butte de la part de son mari.

Salasc, le mari, a été entendu aux débats. Sa santé paraît complètement rétablie. Il raconte avec la plus grande indifférence tous les faits que nous venons de rappeler; il nie les mauvais traitements et les torts de tous les genres que lui reproche sa femme. Il n'accuse en aucune manière sa moralité.

L'accusation a été soutenue par M. Bonafant, substitut du procureur-général, qui, tout en réclamant du jury une déclaration affirmative sur la question de tentative d'assassinat, ne s'est nullement opposé à l'admission des circonstances atténuantes.

M. le président annonce qu'une question de coups et blessures ayant occasionné une maladie de plus de vingt jours serait posée au jury.

Cependant le jury, tout en répondant négativement sur la question de faux, a déclaré la femme Salasc coupable de tentative d'assassinat sur la personne de son mari, mais avec circonstances atténuantes; et la Cour, en conséquence de cette déclaration, a condamné la femme Salasc à vingt ans de travaux forcés et à l'exposition.

CHRONIQUE

PARIS, 8 MARS.

M. Kermainguy, homme de lettres, a publié un roman historique portant le titre de *Marinaria*, ou *Malte sous les Chevaliers*, avec cette épigraphe: *De Deo parum de principe nihil*, vieille maxime populaire dans l'île de Malte.

Pour donner à ce livre une apparence de nouveauté, M. de Potter, fidèle à l'habitude constante des éditeurs, fit imprimer une couverture différente de la première. Seulement, sur cette nouvelle couverture, une faute d'orthographe fut commise dans le nom de l'auteur, qui fut imprimé ainsi: *Kermanquy* au lieu de *Kermainguy*. L'épigraphe fut également supprimée. Convaincu que ces deux omissions n'ont pas été involontaires, et qu'elles ont été commises avec une intention malveillante et dans le but de lui nuire, M. Kermainguy a formé une demande en dommages-intérêts contre M. de Potter.

Le Tribunal civil de la Seine (5^e chambre), présidée par M. Barbon, après avoir entendu M. Henri Celliez, et M. J.-B. Rivière, avocats des parties, a ordonné la rectification du nom de l'auteur sur la couverture de son livre, et l'adjonction de l'épigraphe qui avait à tort été supprimée. Quant aux dommages-intérêts demandés, le Tribunal, considérant que le préjudice souffert ne saurait être apprécié, condamne le défendeur aux dépens pour tous dommages-intérêts.

La Conférence des avocats a continué aujourd'hui la discussion de la question de savoir si l'insulte adressée par un accusé traduit devant un Conseil de guerre à l'officier président le Conseil doit être punie comme insulte adressée par un accusé à son juge, ou comme offense d'un inférieur envers son supérieur.

Le rapport a été présenté par M. Sainte-Beuve. Ont été entendus pour l'affirmative: MM. Bailli, Nicolet, Thiercelin, Dissais, Marin; Et pour la négative: MM. Remy, Paringault, Aynié, Sainte-Beuve.

M. le bâtonnier présentera son résumé à la huitaine. — Legrand a soixante-quinze ans; c'est un vieillard fort maigre, quoique assez bien conservé, pauvrement vêtu, mais conservant sous ses vêtements fripés les traces d'habitudes fashionables, derniers souvenirs d'une meil-

leure position. Legrand a été barbier de grands seigneurs avant la révolution de 1789. Leste Figaro de cette époque aux mœurs faciles, il était loin de prévoir que les habitudes qu'il contractait alors l'amèneraient un jour à comparaître devant des magistrats qui pourraient ne pas se laisser attendrir par cette exagération de la puissance des souvenirs.

Aux temps de sa splendeur passée, le confidant obligé des roués qu'il rasait, et dont sans doute, à l'imitation de Figaro, il faisait les messages, avait contracté l'habitude de faire, de loin en loin, quelque fine partie de table, quelque *extra* que soldaient les bénéfices qu'il retirait de sa double industrie de barbier et de mercure des grands seigneurs. Avec les seigneurs disparut cette double source de prospérité; et l'habitude des bons repas resta seule. Les temps étaient bien changés, et Legrand eut à subir des fortunes bien diverses. Tour à tour perruquier et concierge, réduit enfin à n'être plus ni l'un ni l'autre; avec des ressources de moins, une femme et trois enfants de plus, il n'a pu se résoudre à renoncer aux *extra* dont il avait, à une époque plus heureuse, contracté la douce habitude. C'est là ce qui l'a perdu; c'est ce qui a perdu avec lui sa femme, qui, aux yeux de l'accusation et du jury, a eu le tort de l'exciter à employer des moyens réprouvés par le Code pénal, pour satisfaire cette passion de la table si malheureusement conservée.

Ils ont adopté, d'un commun accord, un genre d'industrie assez répandu; c'est la mise à contribution des restaurants, surtout des restaurants du Palais-Royal. Là, les repas faits, accompagnés de leurs trois enfants, et le repas fait, repas toujours copieux, ils se retiraient emportant, non pas un ou deux couverts, mais cinq, six, et jusqu'à huit couverts, et des couteaux et des serviettes. Le sieur Hédoûin, traiteur au Palais-Royal, fut victime d'un vol de huit pièces d'argenterie le 20 octobre dernier. Sa surveillance devint plus active, et le 24 du même mois, toute la famille Legrand fut arrêtée nantie de neuf pièces d'argenterie et de trois serviettes, que les enfants portaient cachées sous leurs vêtements. Legrand fit alors des aveux, sa femme, elle, nia, et les enfants firent comme leur père. Une perquisition faite au domicile des époux Legrand amena la saisie de trente-deux reconnaissances du Mont-de-Piété constatant l'engagement de cinquante-deux serviettes, dont les marques diverses indiquaient des origines différentes, et de quelques couverts d'argent.

C'est ainsi que les époux Legrand comparaissent devant le jury, sous la présidence de M. le conseiller de Glos. M. l'avocat-général Jallon a soutenu l'accusation, réquerant surtout une condamnation sévère contre la femme Legrand, qu'il a considérée comme ayant exercé sur son mari une fâcheuse influence. Cette opinion a été partagée par le jury, qui en déclarant les deux accusés coupables, a admis des circonstances atténuantes en faveur de Legrand seulement.

En conséquence, et par application des articles 386, 463 et 401 du Code pénal, Legrand a été condamné à trois années de prison, et sa femme à six années de réclusion, sans exposition.

Le mercredi, 5 février dernier, Auguste Rigault dit le Flamboyant, ouvrier sur les ports, après avoir passé la nuit du mardi-gras dans un bal masqué de la Courtille, en sortit à sept heures du matin avec une bergère des Alpes dont il avait fait la connaissance en polka et en buvant. La bergère des Alpes, avec son costume frangé de crotte, avait tout à fait l'air d'une balayeuse des rues; mais Rigault ne devait pas se montrer difficile, vu que son sarreau de roulier, taché de graisse et de vin, s'harmoniait parfaitement avec celui de sa conquête.

« Si nous allons casser une légère croûte et caresser un joli lit? dit le roulier à la bergère. — Ma foi, ça n'est pas de refus, répond celle-ci; j'ai l'estomac dans les mollets. — Je vous offre tout ce que vous voudrez, ma princesse: le fin bouillon, l'éclanche aux pommes de terre et le nectar à douze. — Ça y est. — Eh! allons donc!... »

Et voilà nos deux masques qui se prennent sous le bras, et entrent en rigodonnant chez un Vefour de la localité. Là, pendant une heure, ils boivent, mangent, chantent et hurlent comme s'ils n'avaient pas d'autre mission sur la terre.

Vient le moment de payer. La dépense se monte à 5 fr. 35 c., et Rigault ne possède que 17 sous... « Dites donc, ma princesse, auriez-vous quelque monnaie dans votre poche, par l'effet du hasard? — Moi! répond la bergère, c'est bête... Ah! mais oui, tiens, j'ai mon dé... Comment diable mon dé se trouve-t-il donc là? — Votre dé et rien du tout, ça se rassemble comme du vin à douze et du vin à quinze. Mais soyez calme, ma poullette; je vais aller trouver l'estimable gargotière, et elle ne refusera pas l'œil (le crédit) à un brave jeune homme que le carnaval a momentanément ravagé dans son quibus. »

Cela dit, Rigault s'élança dans la cuisine où la cabaretière était occupée à mettre de l'eau dans son bouillon. « La petite mère, lui dit-il doucement en lui prenant la taille, nous avons déjeuné comme des mylords; votre vin était de l'ambrosie, et votre veau était du nectar. — C'est bon, c'est bon, répond la commère, qui connaît la valeur des compliments de ce genre, et qui sait que c'est l'exorde ordinaire de toute demande de crédit. Si vous êtes content, vous reviendrez; mais, en attendant, payez votre déjeuner d'aujourd'hui, et tournez-moi les talons. — Voilà le hic, la petite mère; c'est que, pour le quart-d'heure, je suis comme un petit Saint-Jean dans le désert, et je vous prierais d'accepter l'a-compte que voici... quatre-vingt-cinq centimes... c'est tout ce que je possède de numéraire, et je reste sans un sou pour vous; j'espère que c'est décent. — Un instant, mon mignon! Ah! tu n'as que dix-sept sous, et tu viens faire un repas de noiaire! Tu vas conter ton conte à la garde, mon garçon; ce n'est pas moi qu'on attrape... Telle que tu me vois, j'ai du service. » Et disant ces mots, la cabaretière avait donné un tour de clé à la serrure, après avoir fait signe à sa maritorne d'aller chercher du renfort. « Vieille harpie, s'écrie Rigault furieux, tu vas me le payer! » Et aussitôt il lança un grand coup de pied dans la marmite, dont le contenu se répandit sur les tisons et sur le carreau.

La cabaretière exaspérée veut sauter aux yeux du roulier; mais celui-ci esquive le coup, et, saisissant la pauvre femme du bras gauche, il lui administre de la main droite une de ces corrections dont elle avait perdu le souvenir depuis cinquante ans.

C'est par suite de ces faits que Rigault dit le Flamboyant comparait devant la police correctionnelle sous la triple prévention de flouterie, de dommage à la propriété d'autrui et de voies de fait.

La cabaretière demande 60 francs de dommages-intérêts.

Le prévenu: Soixante francs pour votre soi-disant bouillon! Excusez... Vous ferez de bonnes affaires en le vendant ce prix-là.

M. le président, à la plaignante: Comment justifiez-vous cette demande de 60 francs?

La plaignante: Pardieu! mon bouillon perdu, ma viande dans les cendres et qu'il a fallu jeter... Cent cinquante bols de bouillon à quatre sous... Quarante livres de viande, à cinq sous la portion...

Le prévenu: Laissez donc! vous allez nous faire croire que vous avez sacrifié votre bœuf à cause d'un peu de cendre... vieille farceuse!

M. le président: Taisez-vous! votre conduite est indigne... Non content d'aller chez cette femme déjeuner sans argent, vous lui faites un tort gratuit, et vous la frappez.

Le prévenu: Pourquoi qu'elle me refuse crédit! D'ailleurs j'étais soûlé; sa drogue de vin m'avait tapé dessus!

La plaignante: Vous le trouvez bon quand vous le buviez sans argent.

Le Tribunal condamne Rigault à dix jours d'emprisonnement, 25 fr. d'amende et 25 fr. de dommages-intérêts.

Un marchand de bœufs a porté une plainte en vol contre Frédéric Leclerc, conducteur de bestiaux; il dépose:

Le particulier, je lui avais donné un taureau à conduire chez la veuve Darcet, dont ses vaches, qu'elle m'avait dit, seraient bien aises de le voir. Effectivement, le particulier conduisit le taureau chez la veuve, dont, à son dire, qu'elle aurait dit que l'animal n'était pas convenable, et qu'elle ne voulait pas le garder. Le lendemain, le particulier s'est mis à aller reprendre le taureau chez la veuve, l'a emmené, et que, depuis, plus de nouvelles de l'animal ni du particulier.

M. le président: Qu'a-t-il fait du taureau?

Le marchand: Apparemment qu'il l'aura mangé, mon taureau, puisque je ne l'ai pas revu.

Leclerc: Mon bourgeois, pas mangé; je l'ai vendu à la Glacière 14 pistoles, mais je n'ai reçu que 20 francs; vous pouvez aller chercher les 12 autres pistoles quand vous voudrez.

Le marchand: Douze ne font pas quatorze, mon garçon; j'ai pas les moyens de donner deux pistoles pour prouver un taureau. Pourquoi que tu l'as vendu?

Leclerc: Il m'avait fait avoir un tas de désagréments. Histoire de boire un canon, je l'avais attaché à une charrette, devant le marchand de vins; sans me donner le temps de vider mon verre, il se met à tirer sa corde, à reculer la charrette et le cheval sur la maison, qu'il en a cassé deux carreaux et encorné le cheval entre deux côtes. N'ayant pas de monnaie pour payer le dégât, j'm'en ai pris à la bête, et j'ai vendue sur le coup.

M. l'avocat du Roi: Pour apprécier la portée de cette histoire, le Tribunal saura que Leclerc a été précédemment condamné par la Cour d'assises, pour un vol semblable, qualifié vol domestique, à quatre mois de prison.

Leclerc: Une méchante brebis qui ne voulait plus marcher.

Le Tribunal a condamné Leclerc, en état de récidive, à treize mois de prison et 50 francs d'amende.

Un sieur Adrien Charpeaux, âgé de trente-six ans, se disant élève en médecine, avait aujourd'hui à répondre devant le Tribunal correctionnel de trois délits: d'escroquerie, exercice illégal de la médecine, et vente de remèdes secrets.

Charpeaux avait lancé un prospectus dans le public. Il y annonçait un cabinet de consultations médicales, dont le siège était place Saint-André-des-Arts, chez une dame Bargeon. Il y a six mois, il parcourait les villes de Meaux et de Coulommiers, répandait ses prospectus dans les campagnes et donnait des consultations. Une femme vint le consulter pour son mari, atteint d'une maladie de cœur. Charpeaux lui donna ses conseils et lui vendit, au prix de 45 fr., un médicament. Depuis, le malade est mort.

Après avoir entendu les explications du prévenu, la plaidoirie de M. Aogle-Lefèvre et les réquisitions de M. Gouin, avocat du Roi, le Tribunal, sur le chef seul d'exercice illégal de la médecine, a condamné Charpeaux à 15 fr. d'amende.

Le préfet de la Seine procédera, mardi prochain, 11 du courant, en séance publique, à l'installation du Conseil de Prud'hommes de l'industrie des métaux; cette séance aura lieu à dix heures du matin, dans le local affecté au conseil (Palais-de-Justice, cour de l'Horloge).

M. le préfet maritime de Toulon a rendu compte au ministre de la marine qu'un nombre assez considérable d'ouvriers de ce port, mécontents, à ce qu'il paraît, de certaines mesures d'ordre relatives aux appels, et supplant sans raison qu'on avait l'intention de réduire leurs salaires, avaient abandonné leurs ateliers à compter du 3 mars, et ne les avaient pas encore repris le 6. On savait depuis quelques jours que des agitateurs travaillaient les esprits de la classe ouvrière.

Bien loin de songer à opérer aucune réduction, soit à la solde réglementaire, soit aux tarifs en usage dans l'arsenal de Toulon, le ministre, par une dépêche du 25 février dernier, avait notifié à M. le préfet maritime en ce port une récente décision du Roi qui améliorait sensiblement les salaires journaliers des calfatés et des perceurs.

Des dispositions sont prises pour que cette mesure soit rendue applicable, sans délai, aux mêmes classes d'ouvriers dans tous les arsenaux de la marine.

Au surplus, les rassemblements avaient été tout-à-fait paisibles jusqu'au moment où la dernière dépêche télégraphique a été expédiée. Les autorités civiles et militaires ont pris de concert toutes les mesures que commandait l'urgence pour empêcher que l'ordre fût sérieusement troublé, et l'on avait l'espoir de voir prochainement ces hommes, égarés par de mauvais conseils, comprenant mieux leurs intérêts revenir à leurs travaux accoutumés.

Une partie notable des ouvriers du port est restée fidèle à ses devoirs et à ses habitudes.

(Messager et Moniteur parisien.)

Un sieur B..., ex-huissier, qui, après avoir réalisé le prix de son étude, s'était établi marchand de bois dans le chef-lieu d'un département voisin où ses affaires n'avaient pas tardé à prendre une très grande extension, avait disparu subitement dans les premiers mois de l'année 1844, laissant un déficit considérable.

Examen fait de sa situation, et une enquête judiciaire ayant eu lieu, un mandat d'arrêt fut décerné contre lui par le juge d'instruction, sous prévention de banqueroute frauduleuse.

Ce mandat depuis n'avait pu recevoir son exécution, malgré les démarches et les investigations auxquelles ses nombreux créanciers d'une part, et de l'autre la justice, s'étaient livrés. Mais hier enfin le fugitif a pu être arrêté à Paris.

Un individu qui était l'objet d'actives recherches de la part de la police, non seulement comme se trouvant placé sous le coup d'un jugement criminel à l'exécution duquel il était parvenu à se soustraire, mais encore comme ayant commis de nouveaux méfaits pour lesquels quatre mandats successifs ont été décernés contre lui, vient d'être arrêté ce matin rue du Faubourg-Poissonnière, 72, dans une maison où il n'était connu que sous un faux nom.

Dans sa carrière aventureuse, cet individu, qui est Belge d'origine, a été successivement teneur de livres, commis de banque, homme de lettres, employé dans le service d'habillement de l'armée, courtier de placement, etc.

Une nouvelle descente de police vient d'être opérée cette nuit, en vertu de mandats décernés par le préfet de police dans une de ces maisons garnies où les malfaiteurs trouvent asile. C'était dans une de ces rues retirées qui séparent le jardin du Luxembourg des barrières du Montparnasse et du Maine qu'est situé cet établissement, où

l'on a trouvé tout un arsenal d'instruments de vol, limes, vilebrequins, fausses clés, monseigneurs, ciseaux à froid, etc. etc.

Plusieurs repris de justice, les uns en état de rupture de ban, les autres sous le coup de mandats ou de jugements, ont été arrêtés, et l'on a saisi sur plusieurs d'entre eux des correspondances et autres pièces de conviction de nature à éclairer la justice.

Il y a quelques jours, trois individus qui sont en ce moment l'objet d'une instruction judiciaire, avaient été arrêtés dans cette même maison, et la femme qui la dirigeait avait été le lendemain écrouée à son tour comme complice des méfaits qui leur sont imputés.

ALGERIE. — Le 8 février dernier, les membres de la Cour royale d'Alger, convoqués par M. le procureur-général du Roi, se sont réunis à midi et demi dans la chambre du conseil de ladite Cour, au Palais-de-Justice, pour recevoir la prestation de serment de MM. Bertora, vice-président, et Camper, conseiller à la Cour, et procéder à l'installation de la deuxième chambre de la Cour. Dans l'enceinte, en face des sièges de la Cour, les membres des Tribunaux de première instance, de commerce et de justice de paix ont pris place en costume. Les défenseurs étaient à la barre, en robe, et les notaires occupaient des sièges dans l'enceinte. On remarquait dans une galerie latérale les muftis, cadis et oulémahs, hanéfis ou malekis, avec les attributs de leurs dignités. Un nombreux public se pressait dans la galerie supérieure.

Lorsque MM. Bertora et Camper eurent été introduits dans l'enceinte de l'estrade par une députation de la Cour, M. le procureur-général Dubolan a pris la parole. Il a rappelé, dans son discours, les avantages réalisés par l'ordonnance du 30 novembre 1844, qui, en élargissant les bases du système judiciaire en Algérie, est un nouvel acheminement vers la disparition d'une législation exceptionnelle que la nécessité des circonstances avait imposée d'abord à ce pays. M. Dubolan trace ensuite un historique rapide et lumineux de la marche de la justice en Afrique. Nous regrettons vivement de ne pouvoir reproduire entièrement son remarquable discours.

Après lecture de l'ordonnance royale du 15 décembre 1844 et de l'arrêté de M. le président du conseil ministre secrétaire d'Etat de la guerre, en date du 12 janvier 1845, il a été procédé, sur la réquisition de M. le procureur-général, à l'installation des deux chambres de la Cour (chambre civile, et chambre criminelle).

Par extraordinaire, l'Opéra donne aujourd'hui la 114^e représentation de Guillaume-Tell, chanté par MM. Levasseur, Duprez, Barroilhet, Serda et Mme Dorus-Gras. Les jeunes danseuses viennoises exécuteront, au 1^{er} acte, la Styrienne, et au 5^e acte l'Allemande. Le spectacle sera terminé par le Miroir et les Sauvages, divertissement exécuté par les jeunes danseuses viennoises.

ASSAUT D'ARMES. — Grisière, notre célèbre professeur d'escrime, donne sa représentation annuelle au Conservatoire, dimanche 16 mars courant.

La composition de cette matinée, aussi piquante qu'originale et variée, est due au concours des artistes qui se font une fête de venir en aide à notre grand professeur.

Concert, assaut d'armes, chassonnnettes par Levassor, spectacle par les artistes des Variétés, Neuville, Lepointe, etc. tels sont les principaux détails de l'affiche. — Quelle exigence ne se trouve pas satisfaite par ce programme?

M. A. Blee, gérant de la société des glaciers réunies de Saint-Ouen, Gentilly et dépendances, a l'honneur de prévenir le public que les immenses étangs des glaciers de Gentilly sont ouverts aux patineurs. L'entrée est de 50 centimes par personne. A l'exemple de M. Dedouvre, ancien propriétaire sur la commune de Gentilly, les recettes seront consacrées aux pauvres de la commune de Gentilly et aux ouvriers sans ouvrage chargés de nombreuse famille.

M. PAUL SIMON, dentiste, boulevard du Temple, 42, vient d'exposer au bazar Bonne-Nouvelle et au Jardin-Turc ses nouveaux râteliers, qui ont obtenu un si grand succès au palais de l'Industrie. Il a été reconnu qu'avec ses nouvelles pièces ON PEUT BROYER LES ALIMENS LES PLUS REBELLES A LA MASTICATION sans éprouver aucune souffrance. On ajoute qu'il est inutile d'extraire les racines, et qu'on peut conserver les dents chancelantes. Le fini du travail est d'une si grande perfection, qu'on ne saurait reconnaître aucune trace de dents artificielles.

La librairie de jurisprudence de Charles Hingray met en vente trois nouveaux ouvrages d'une grande utilité, et dont le nom des auteurs garantit le succès:

1^o Un Commentaire de M. Troplong, conseiller à la Cour de cassation, sur le PRÊT, le DÉPÔT, le SÉQUESTRE et la RENTE VIAGÈRE.

2^o Le tome 4^o du TRAITÉ DE L'INSTRUCTION CRIMINELLE, par M. Faustin-Hélie, chef du bureau des affaires criminelles au ministère de la justice; cette première partie comprend la théorie et l'histoire de l'instruction criminelle.

3^o LE DICTIONNAIRE DES TEMPS LÉGAUX, ouvrage immense, qui donne, en huit cents tableaux synoptiques, les lois, la doctrine des auteurs et la jurisprudence, applicable à la vaste matière des prescriptions; il suffit de savoir que la validité des actes et des procédures dépend de l'observation rigoureuse des textes pour comprendre l'utilité de ce travail.

Un quatrième ouvrage, DU POUVOIR DE L'ÉTAT SUR L'ENSEIGNEMENT, D'APRÈS L'ANCIEN DROIT PUBLIC FRANÇAIS, publié par M. Troplong, jette les plus vives clartés sur la grande question qui s'agit entre les évêques et l'Université, et sur laquelle la Chambre va être appelée à se prononcer.

Le COURRIER FRANÇAIS réduit son prix d'abonnement à 40 fr. par an pour Paris, 10 fr. par trimestre; 48 fr. par an pour les départements, 12 fr. par trimestre.

Une édition spéciale sera faite pour les départements, et contiendra les nouvelles officielles du jour.

Le Courrier français continuera à publier les suppléments nécessaires par l'importance des débats parlementaires, ou par l'étendue des séances judiciaires.

Les Amours de Paris, par M. Paul Féval, obtiennent un succès de vogue; les abonnés nouveaux reçoivent, sans frais, toute la première partie, qui a déjà été publiée.

Des œuvres, signées des noms les plus célèbres, ou recommandées par l'intérêt le plus attachant, prendront tour à tour place dans le feuilleton.

M. H. VANNIER, dont les Cours de Comptabilité sont si généralement appréciés, vient de terminer la 2^e partie de la TENUE DES LIVRES TELLE QU'ON LA PRATIQUE RÉELLEMENT DANS LE COMMERCE ET DANS LA BANQUE. Cet ouvrage, employé à l'Ecole Supérieure de la Ville de Paris comme la meilleure Méthode qui existe, est aujourd'hui adopté dans toutes les Ecoles Supérieures des principales villes de France. (Voir aux Annonces.)

Les éditeurs A. René et Co viennent de mettre en vente un livre aussi instructif qu'amusant, intitulé VOYAGE AUTOUR DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS, par un Slave; un style vif et piquant, des anecdotes et des rapprochements bien choisis, donnent beaucoup d'originalité à ce livre.

SPECTACLES DU 9 MARS.

OPÉRA. — Guillaume Tell, le Miroir. FRANÇAIS. — Hernani, une Femme de 40 ans. OPÉRA-COMIQUE. — Jocrande, la Dame blanche. ITALIENS. — Le Docteur amoureux. ODÉON. — Une Soirée, le Porteur d'eau, Pêché. VAUDEVILLE. — Les Deux Femmes, le Gamin de Paris. VARIÉTÉS. — La Vendetta, Richelieu, le Gamin de Paris. GYMNASSE. — Les Deux César, Tuteur de 20 ans, Bal d'Enfants. PALAIS-ROYAL. — La Tour d'Ugolin, une Nuit terrible. PORTE-ST-MARTIN. — Cabriol, lady Seymour, les Farfadets. GAITÉ. — Les Ruines de Vaudémont. AMBIGU. — Les Talmiens. CIRQUE-OLYMPIQUE. — L'Empire. PALAIS-ENCHANTÉ. — Soirées mystérieuses par M. Philippa. DRAMA. — (Rue de la Douane). — Le Déluge.